

Amin, Samir et Coquery-Vidrovitch, Catherine, *Histoire économique du Congo 1880-1968. Du Congo français à l'Union douanière et économique d'Afrique centrale*, Paris, Anthropos, 1969, 212 p.; cartes, tableaux, bibliographie.

Gérard Berthoud

Volume 3, numéro 1, 1972

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/700172ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/700172ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Berthoud, G. (1972). Compte rendu de [Amin, Samir et Coquery-Vidrovitch, Catherine, *Histoire économique du Congo 1880-1968. Du Congo français à l'Union douanière et économique d'Afrique centrale*, Paris, Anthropos, 1969, 212 p.; cartes, tableaux, bibliographie.] *Études internationales*, 3(1), 94–95.
<https://doi.org/10.7202/700172ar>

LIVRES

AMIN, Samir et COQUERY-VIDROVITCH, Catherine, *Histoire économique du Congo 1880-1968. Du Congo français à l'Union douanière et économique d'Afrique centrale*, Paris, Anthropos, 1969, 212p.; cartes, tableaux, bibliographie.

Une brève introduction permet de saisir les positions théoriques et méthodologiques qui sous-tendent toute la démonstration subséquente des auteurs. Il vaut la peine de s'y arrêter, car elle résume en quelque sorte les aspects principaux de cet ouvrage.

La théorie économique actuelle est vue comme un « art de gestion pragmatiste » (p. 8). En bref, l'économie n'obéit pas aux impératifs d'une science sociale centrée sur l'analyse des rapports sociaux, mais se contente, dans une approche purement historique, de relever les stratégies individuelles. Or une telle pratique technique est particulièrement impropre à expliquer les problèmes du développement et, en conséquence, du sous-développement.

L'idée maîtresse du livre, autour de laquelle s'organisent tous les chapitres, est celle de l'existence d'un marché mondial, tout organique constitué par un centre développé et *dominant*, et une périphérie sous-développée et *dominée*. Ces thèses rapidement esquissées sont alors mises à l'épreuve dans la suite de l'ouvrage.

Tout d'abord, un recours à l'histoire permet de brosser un rapide tableau du passage d'une économie qualifiée, faute de mieux, de primitive à une véritable économie de pillage, reposant sur la cueillette dévastatrice du caoutchouc et de l'ivoire et donnant naissance alors à un sous-développement de plus en plus marqué.

Par son titre même, le livre rapporte les changements économiques survenus au Congo entre 1880 et 1968. En réalité, ce titre masque un certain déséquilibre du contenu. Ainsi la période contemporaine (1960-1968) occupe 135 pages contre 50 seulement pour la longue étape s'étalant entre 1880 et 1959. À cet égard, les textes respectifs des deux auteurs apparaissent comme simplement juxtaposés et

non pas articulés au sein d'un tout véritable. Le lecteur ne peut pas rester indifférent au hiatus qu'implique le passage d'une contribution à l'autre.

Une des « découvertes », paradoxale à l'expérience commune en tout cas, ne manque pas de provoquer un certain nombre de réflexions et de mises en question sur les modalités actuelles de l'aide au sous-développement. Ainsi « l'histoire économique de la région nous apprend donc que ce n'est pas la métropole qui a apporté des capitaux à la périphérie, mais que c'est le contraire : le transfert de valeur s'est opéré de la périphérie vers le centre (p. 13) ».

Il serait trop long de résumer la richesse des informations statistiques contenues dans le texte même et dans de nombreux tableaux récapitulatifs. Aussi nous nous contenterons de relever quelques faits saillants dont la signification générale dépasse de loin l'exemple particulier du Congo.

Très tôt, entre 1900 et 1910, l'administration coloniale soumet les populations indigènes à l'impôt de capitation qui, couplé au travail forcé, sous forme de portage surtout, devrait produire assez rapidement une destruction des formes économiques locales et leur remplacement par une économie marchande, comme premier palier vers un capitalisme intégral. Ces mesures politiques coercitives ne produiront pas immédiatement les résultats économiques escomptés. Bien au contraire, après l'échec du système concessionnaire des compagnies privées à monopole, basé sur une économie de cueillette de caoutchouc et de l'ivoire s'apparentant à un véritable pillage organisé, va succéder avant 1920 et jusqu'en 1960, une économie de traite commerciale d'abord, à laquelle s'ajoutera, dès 1945, une économie industrielle légère propre à prendre la relève de certaines importations de biens de consommation (aliments, textiles, etc.).

À partir de 1960 l'industrialisation du Congo, déjà relativement avancée avant cette date, s'accroît encore nettement et infirme ainsi l'affirmation courante que les pays dits sous-développés sont nécessairement privés de capi-

taux. Dans le cas du Congo, ces industries légères et la grande industrie d'exportation de produits de base (potasse) procurent certes des profits élevés, mais dont l'essentiel quitte le Congo et vient enrichir les actionnaires des pays riches. Ce type d'économie déséquilibrée provoque, avec une régularité toujours plus alarmante, un déficit chronique de la balance commerciale et un déficit tout aussi permanent des finances publiques, dont le rôle est d'absorber l'essentiel des dépenses dans un certain nombre de secteurs clés pour l'économie (éducation, communications, etc.). Ces apports publics profitent directement au capital étranger. De tels résultats démontrent le coût élevé de « l'aide extérieure » pour le pays « bénéficiaire ». Au Congo, par exemple, les revenus des facteurs de production étrangers (salaires, profits, dettes extérieures) constituent près du tiers du produit intérieur brut.

Ces véritables ponctions des pays capitalistes développés sur les pays sous-développés du Tiers-Monde résultent d'une « spécialisation internationale », où les premiers fournissent les seconds en produits finis dont les prix sont en hausse constante et reçoivent des seconds des matières premières diverses dont les prix au contraire stagnent ou diminuent. Les termes de l'échange sont donc de plus en plus défavorables au pays de la périphérie.

Face à ces phénomènes inévitables de « croissance sans développement » ou de « développement du sous-développement », pour reprendre les expressions de plus en plus usitées, le seul salut semble être la création de grands espaces régionaux, regroupant les divers États africains actuels, en vue de s'engager dans un authentique développement économique qui soit alors autocentré et autodynamique (création d'industries de base et d'industries légères complémentaires). Cependant le Congo, malgré son option socialiste à partir de 1963, n'a jamais refusé l'entrée des capitaux étrangers.

En conclusion, cet ouvrage, outre la valeur des informations substantives qu'il fournit sur le Congo Brazzaville, présente un intérêt majeur pour la compréhension du sous-développement en général, saisi comme un processus global au sein duquel pays capitalistes développés et pays du Tiers-Monde sont en relations asymétriques.

Gérald BERTHOUD

Études africaines,
Université de Montréal.

RICHTER, Melvin (ed.), *Essays in Theory and History — An Approach to the Social Sciences*, Harvard University Press, Cambridge, Mass., 1970, ix + 291p.

Publiée sous la direction de M. Richter, politologue actuellement rattaché au *Hunter College de City University*, à New York, cette collection de huit essais est consacrée à la mémoire du sociologue Michael Olmsted et de l'historien germaniste Klaus Epstein (mort en 1967) dont l'essai *Three Types of Conservatism* (pp. 103-121) est extrait de son œuvre monumentale *The Genesis of German Conservatism* (Princeton University Press, 1966, 733p.). Un deuxième essai, celui du politologue W. D. Burnham, intitulé « American Voting Behavior and the 1964 Election » (pp. 186-220) a également paru dans le *Midwest Journal of Political Science* (xii, 1968). Quant à l'essai de S. H. Beer, « Political Science and History » (pp. 41-73), il a été présenté en 1967 au congrès annuel de l'Association des politologues américains. Enfin, celui de l'historien S. Thernstrom, « Working Class Social Mobility in Industrial America » (pp. 221-238), a été lu à Londres, en juin 1968, au Colloque anglo-américain de l'Association pour l'étude de l'histoire du travail.

En plus de l'excellente introduction du professeur Richter (pp. 1-40) et de son superbe essai « The Uses of Theory : Tocqueville's Adaptation of Montesquieu » (pp. 74-102), paraissent pour la première fois « The Revolutionary Uses of Repression » (pp. 122-136) du politologue M. Walzer, « Colonial Rhode Island and the Beginnings of the Liberal Rationalized State » (pp. 165-185) de S. V. James, enfin, « The Changing Place of Collective Violence » (pp. 139-164) du jeune historien bien connu de *La Vendée*, Ch. Tilly.

Comme tous ces travaux résultent d'un effort collectif qui s'est fait, depuis 1947, à l'université Harvard dans le cadre d'un cours (Sciences sociales 2), l'éditeur a cru bon de fournir, en appendice, la liste des lectures demandées aux étudiants, les questionnaires de certains examens, les noms des soixante-dix-sept professeurs et assistants qui ont contribué à ce cours, ainsi que quelques notes biobibliographiques sur les auteurs du présent volume. Enfin, le tout est suivi par de savantes